

### Questions orales

Pour le budget de 1995, nous aurons davantage le temps de consulter et nous comptons tenir davantage de consultations publiques.

Pour ce qui est de la Chambre, nous allons ici comme ailleurs demeurer fidèles aux notions et principes établis dans le livre rouge.

• (1505)

Comme l'ont dit le premier ministre et le leader du gouvernement à la Chambre, le Comité des finances jouera un rôle beaucoup plus important.

**Des voix:** Bravo!

**M. Martin (LaSalle—Émard):** C'était le premier ministre réformiste.

Le Comité des finances aura l'occasion de tenir des audiences publiques et jouera un rôle important dans l'élaboration du budget. Tous les députés à la Chambre sont invités à assister aux quatre séances de consultation qui ont été annoncées.

De même, après discussion avec le leader à la Chambre, qui en parlera avec ses homologues de l'opposition, et étant donné que nous disposons de très peu de temps, nous aimerions organiser, pour la toute première fois à la Chambre, un débat prébudgétaire d'une journée qui donnerait à tous les députés, ainsi qu'aux Canadiens ordinaires, l'occasion de nous faire connaître leur opinion sur ce que le budget devrait faire.

**Des voix:** Bravo!

\* \* \*

### LES DROITS DE LA PERSONNE

**M. Bill Blaikie (Winnipeg Transcona):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

De nombreux Canadiens qui ont voté pour le gouvernement ont été déçus de constater que l'une des premières mesures que ce gouvernement soucieux de créer des emplois a prises a été de mettre en oeuvre l'Accord de libre-échange nord-américain, accord qui, de l'avis de bien des gens, nuit à la création de nouveaux emplois et à la protection des emplois existants.

Pour faire suite à la question soulevée plus tôt concernant les événements qui se déroulent actuellement au Mexique—question qui a donné lieu à un échange intéressant où ceux qui étaient contre l'ALÉNA l'ont défendu et ceux qui étaient en faveur l'ont critiqué,—que compte faire le gouvernement au sujet de la situation au Mexique? Qu'est-ce que le gouvernement est prêt à faire si on ne constate aucune amélioration en ce qui concerne les droits de la personne au Mexique?

Allons-nous continuer de respecter l'ALÉNA sans tenir compte de ce que l'armée et le gouvernement du Mexique font subir aux gens qui croient que cet accord est en train de détruire leur vie?

**Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre):** Monsieur le Président, je tiens à répondre que, dans le livre rouge, nous avons un programme bien défini concernant la nécessité d'améliorer l'ALÉNA avant de le signer. Ayant obtenu les améliorations que nous voulions, nous étions donc en mesure de signer.

Évidemment, comme le ministre des Affaires étrangères l'a dit, nous suivons de près ce qui se passe actuellement au Mexique. Nous faisons pression sur le gouvernement de ce pays pour qu'il respecte les droits de la personne et nous maintiendrons cette pression.

La question du député tient en grande partie de l'hypothèse et je ne suis donc pas en mesure d'y répondre. Nous devons attendre pour voir comment la situation évoluera. Nous sommes convaincus que le mécontentement manifesté par les Mexicains n'a rien à voir avec la signature de l'ALÉNA.

**Le Président:** Je me rends compte que nous avons dépassé l'heure quelque peu même si j'avais dit que je mettrais fin à la période des questions à 15 heures tapantes. Nous aurons une dernière question qui sera brève.

\* \* \*

### L'INDUSTRIE LAITIÈRE

**M. Bob Speller (Haldimand—Norfolk):** Monsieur le Président, puisque nos vis-à-vis n'ont pas de question à poser, j'en poserai une au ministre de l'Agriculture.

Tout d'abord, au nom des agriculteurs canadiens, je tiens à remercier le ministre du travail qu'il a fait jusqu'à maintenant. Il doit connaître les craintes des producteurs de lait devant les négociations avec les Américains sur la crème glacée et le yaourt.

Les producteurs de lait canadiens veulent que le gouvernement tienne tête aux Américains et ne cède pas à leur demande déraisonnable d'abolir immédiatement les tarifs sur ces produits.

Quelles mesures précises le ministre est-il disposé à prendre pour garantir la survie de l'industrie laitière canadienne? Peut-on aider les producteurs de lait canadiens?

**L'hon. Ralph E. Goodale (ministre de l'Agriculture et de l'Agro-alimentaire):** Monsieur le Président, je remercie le député pour sa question.

Puisque le Canada et les États-Unis continuent de négocier sur tout un éventail de questions commerciales bilatérales dans le domaine agricole, dont la production laitière, je dois, pour des raisons évidentes, faire preuve de réserve dans mes commentaires.

Ce que je peux dire, c'est que nous avons eu des discussions utiles avec nos homologues américains. Ces discussions se poursuivent. Quant à savoir si elles déboucheront sur une solution à court terme ou pas, il nous faudra attendre.